

## Réponse à la consultation de la DG COMP sur le rapport préliminaire à l'enquête sectorielle du 16 février 2006

Dans le cadre de l'enquête sectorielle sur les marchés du gaz et de l'électricité lancée en juin 2005<sup>1</sup>, la Direction Générale Concurrence (DG COMP) a rédigé et présenté un rapport préliminaire le 16 février 2006. En conclusion de celui-ci, la DG COMP invite les entités concernées à transmettre leurs commentaires.

Tout en soulignant la qualité des travaux et la pertinence des conclusions préliminaires, qu'il ne paraît donc pas nécessaire de détailler, Direct Energie souhaite insister sur des problématiques<sup>2</sup> qui lui paraissent insuffisamment pris en considération dans le document. Il s'agit essentiellement de questions liées au fonctionnement « marginaliste » du marché de l'électricité.

Le fonctionnement « marginaliste » du marché de l'électricité fait souvent l'objet de critiques de la part de certains consommateurs industriels, étant considéré comme la source d'importants « bénéfices échoués » que la situation actuelle du marché fait porter sur les consommateurs au profit des producteurs.

Pourtant, on peut facilement démontrer que le marché de l'électricité peut s'organiser de manière légitime autour d'un fonctionnement marginaliste. Les conditions à ce fonctionnement « harmonieux » sont justement (i) que les coûts marginaux soient correctement représentés et (ii) que les règles de marché, et notamment le libre choix en matière d'investissement, soient respectées.

Or il apparaît que deux types de coûts marginaux sont mal représentés dans le marché actuel :

- 1) les coûts marginaux de fonctionnement du système à l'extrême pointe, ce qui pose la question de la rémunération de capacité et donc de la sécurité d'approvisionnement<sup>3</sup>,
- 2) les coûts marginaux d'émission de CO<sub>2</sub>, ce qui renvoie à la nécessité de revoir la directive correspondante et l'attribution gratuite de quotas aux électriciens.

En fait, il n'est pas étonnant que ces deux types de coûts marginaux soient mal représentés car ils correspondent à des « externalités » dont la valorisation et la mise en œuvre imposent des choix théoriques d'arbitrage qui n'ont pas été faits. Ils portent sur l'externalisation de la qualité « quel compromis entre dimensionnement/coûts du parc de production et sécurité d'approvisionnement ? » et sur l'externalisation de la contrainte environnementale liée au réchauffement climatique « quel compromis entre surcoûts de production et réduction des émissions de CO<sub>2</sub> ? ».

Si, sur la question du CO<sub>2</sub>, le problème réside plus dans la construction économique de l'externalité en matière électrique (qui paye quoi et pourquoi ?) que sur la cohérence d'ensemble de la politique, sur la question de la sécurité d'approvisionnement, c'est aussi le manque d'harmonisation au niveau européen qui soulève des questions (qui paye quoi et pour qui ?). Sur ce deuxième point, il sera incontournable de définir les mécanismes économiques reflétant les différents niveaux de qualité souhaités par les états membres établissant le compromis entre « solidarité » et « subsidiarité ».

Par ailleurs, les restrictions politiques sur le développement de la production nucléaire, et l'extrême sensibilité de cette question en Europe, perturbe notablement le bon fonctionnement du marché intérieur. En effet, l'envolée des prix du pétrole et du gaz, entraînant également l'augmentation du « coût de production apparent » au charbon par le biais du mécanisme des quotas de CO<sub>2</sub>, place la filière électronucléaire dans des positions de compétitivité « écolo-économique » et d'acceptabilité « socialo-politique » particulièrement sensibles. Il apparaît alors légitime d'établir clairement le moyen d'assurer la cohérence entre « marché unique » et « principe de subsidiarité sur le nucléaire ».

Dans ce contexte de nécessaires évolutions, la question se pose alors indiscutablement de déterminer les « **mécanismes transitoires de compensation** » permettant d'assurer pour les consommateurs l'atteinte de l'organisation optimale dans des conditions satisfaisantes de compétitivité, de sécurité et de protection de l'environnement.

**Direct Energie reste à la disposition de la DG COMP pour de plus amples précisions si nécessaire.**

### Annexes jointes :

- Présentation à l'audition de la commission ITRE du parlement européen du 20 avril 2006
- Document de travail : « Pourquoi une Politique Énergétique Commune ? » (avril 2006)
- Interview parue dans la revue « Energies News » n°122 du 18 avril 2006

<sup>1</sup> Enquête à laquelle Direct Energie a participé en répondant aux questionnaires envoyés en 2005

<sup>2</sup> Les considérations suivantes ne concernent que l'électricité.

<sup>3</sup> Ce que le représentant d'EDF a d'ailleurs reconnu lors de l'audition du 16 février 2006